

Note interne de visite d'inspection

Document non publiable sur Internet

PACA	GS:06	Subdivision de :Nice 3	Date: 18/12/2007
Inspecteurs	:Guillaume BELOT – Martial FRANCOIS (DERS)		
Exploitant	: Sonitherm		Code GIDIC : 064.277
Site inspecté	: UIOM de Nice		A
Activité	: Incinération d'ordures ménagères, de DASRI et de boues de STEP		Priorité : P1
Objet de la visite	: Inspection programmée		

Présentation du site inspecté

Description succincte des installations inspectées

Usine d'incinération de Nice, autorisé par AP du 23 décembre 2005 à incinérer annuellement 380 000 t de déchets dont 345 000 t d'ordures ménagères et assimilées, 8 000 t de DASRI et 24 000 t de boues séchées de STEP).

Apports 2006 : 318 493 t dont 294 525 t d'OM, 4 164 t de DASRI et 19 800 t de boues de STEP (manque 4 t ?)
Apports au 31/10/2007 : 257 000 t d'OM (prévision année : 310 000 t), 17 659 t de boues et environ la quantité 2006 de DASRI

Q mâchefers : 23,6% du tonnage incinéré
Q REFIOM : 2,3% du tonnage incinéré
Q métaux ferreux : 2,79% du tonnage incinéré
Q métaux non ferreux : 0,041% du tonnage incinéré
Q gâteaux de filtration : 0,14 % du tonnage incinéré

Contexte environnemental et socio-économique

Située dans une zone d'activités industrielles et artisanales de Nice l'Ariane, les installations se situent en milieu urbain en contrebas de l'autoroute A8. Elle est entourée par une déchetterie au Nord, la plate-forme de matériaux de construction à l'Est, des petites entreprises et un supermarché au Sud. Des habitations et quelques jardins ouvriers se situent en flanc de colline, la zone d'immeubles HLM de l'Ariane est très proche.

Cet établissement emploie 58 personnes environ.

Cet incinérateur a été mis en conformité avec l'arrêté du 20 septembre 2002 et est réglementé en conséquence par l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2005.

Les appareils de mesure des polluants atmosphériques ont été étalonnés en référence à la norme NF EN 14181 (à suivre pour la variabilité du CO sur les analyseurs des lignes 1 et 2).

A noter des difficultés pour le respect de la limite de pH des effluents aqueux et une difficulté saisonnière au respect de la limite de température de ces effluents. A suivre

A noter également la fragilité de l'usine vis-à-vis de l'alimentation électrique, montrée à nouveau par l'incident du 17 juillet 2006

Evolutions prévisibles (augmentation/réduction d'activité - investissements prévus/envisagés – augmentation/réduction des effectifs,....)

Départ du directeur d'usine et du responsable d'exploitation. Organigramme en cours de refonte. Le nouveau directeur d'usine est un ancien industriel de la papeterie qui ne connaît rien au domaine de l'incinération.

Résultats de la visite d'inspection

Description sommaire du déroulement de la visite (sujets évoqués - documents consultés - lieux visités - ...)

Sujets évoqués

- Présentation générale du site
- Suites données à l'inspection du 28/07/2006

NB : les modalités de gestion des déchets produits par l'usine et les rapports de contrôles périodiques, dont l'examen était prévu à l'ordre du jour, n'ont pas pu être abordées faute de temps.

Documents consultés

- Plan des réseaux du site version novembre 2005 ;
- Rapports d'analyses des boues de STEP ;
- Rapports APAVE d'analyses des rejets aqueux

Lieux visités

- Plateforme technique des zones de dépôtage face au hall mâchefers ;
- Zone de traitement des effluents (visite rapide)
- Points d'alimentation en eau

Conclusions de l'Inspection (appréciation - suites données administratives (DRIRE, PREFET) et pénales]

Impression partagée : des efforts ont manifestement été faits sur la réalisation des analyses, les réseaux d'évacuation des effluents aqueux pour améliorer leur qualité, mais les objectifs ne sont pas totalement atteints.

L'exploitant n'a manifestement pas compris le poids de la mise en demeure et continue à remettre en cause une grande partie des prescriptions de son arrêté préfectoral, leur intérêt à ses yeux, sans déposer de demande de modifications (qui pourraient pour certaines paraître légitimes). Il continue de croire que l'on peut négocier pendant l'inspection et ne rien écrire pour faire modifier le référentiel applicable.

Un PV sera dressé pour non respect de mise en demeure (déclaration incomplète de la cuve d'acide chlorhydrique, mauvaise transmission des rapports d'autosurveillance aqueuse et absence de clôture autour de la totalité du site (bassin de rétention eaux incendie))

Mise en demeure proposée sur la transmission mensuelle des rapports d'autosurveillance atmosphérique et complétude de ces rapports (concentrations semi-horaires et flux horaires)

A compléter éventuellement en fonction des réponses aux remarques.

Personnes rencontrées [noms, fonctions, ...]

- M. Nicolas CERDAN (Responsable QSE)
- M. ELOY (Nouveau directeur de l'usine)

Suivi des écarts des précédentes visites d'inspection

N° fiche	Commentaires (soldée?- évolution ?)
4, 5, 10, 11, 14, 17, 18	Soldée
1, 8	A voir en fonction des réponses aux remarques
2	Non soldée, mais l'exploitant a fait ce qu'il avait à faire
3	Non, déclaration insuffisante
6	Non, clôture insuffisante (pas autour du bassin de rétention des eaux incendie)
7	Non, transmission insuffisante et incomplète des rapports d'autosurveillance
9	Visite faite, voir le rapport et le plan d'actions correctives
12	Non, des actions ont été mises en œuvre mais elles semblent insuffisantes (toujours des dépassements en t°. L'exploitant semble vouloir partir vers une dérogation sur la t°...
13	Non, mais environnementalement mieux dans la situation actuelle. L'exploitant doit travailler sur la zone technique pour la rendre plus présentable et saine.
15	Non, manque une analyse et analyses de début d'année incomplètes
16	Non, l'exploitant indique qu'un spécialiste lui a dit que ce n'était pas nécessaire
19	Non, on n'est toujours pas informés des dépassements dans les plus brefs délais.